

Aux portes des entités fédérées, les libéraux trépignent d'impatience

■ L'attelage PS-CDH continue à fonctionner. Inquiet, Chastel demande au CDH de débrancher vraiment la prise.

Dans l'ordre, l'appel du 19 juin de Benoît Lutgen avait suscité chez les libéraux un sentiment d'euphorie rapidement remplacé par le doute qui a laissé place à un regain d'espoir. Dernièrement, les contacts CDH/MR étaient particulièrement cordiaux. Mais là, le grand remplacement du PS par le MR dans les gouvernements des entités fédérées semble à nouveau s'éloigner des réformateurs. Et la pression monte.

Après 13 ans d'opposition dans les Régions et à la Fédération Wallonie-Bruxelles, de nombreux mandataires MR trépignent. Ils veulent revenir aux affaires, et comme ministres si possible. Mais ça traîne. Les négociations pour former de nouvelles coalitions anti-PS n'ont pas réellement commencé. Pire que cela : les exécutifs actuellement en place continuent à bosser et à sortir des dossiers. En particulier au niveau du gouvernement wallon, le noyau PS-CDH de ces majorités ne semble pas mort alors même que le président des humanistes avait spectaculairement rejeté les socialistes il y a 15 jours.

L'ultimatum de Chastel

Agacé, Olivier Chastel, président du MR, a envoyé un ultimatum à Benoît Lutgen, il y a quelques jours, lors d'un contact informel. *"Il lui a demandé de vraiment débrancher la prise dans les entités fédérées vis-à-vis du PS"*, note une source libérale bien informée. *"Le MR ne veut pas avoir un rôle de notaire jusqu'en 2019 de ce que les gouvernements actuels auront fait passer maintenant."* Pour rappel, les libéraux comptent au contraire imprimer leur empreinte durant ces deux années par quelques décisions emblématiques (suppression de la taxe télé-redevance en Wallonie, révision du décret Inscriptions, etc.). Face à la paralysie, il se dit même qu'Olivier Chastel pourrait prendre la main (à la place de Benoît Lutgen donc)

Les réticences d'Olivier Maingain constituent toujours le principal obstacle à un retournement d'alliance.

pour tenter à son tour de mettre le PS dehors dans les entités fédérées.

A la base du parti, ça s'agite également. Lundi matin, lors de l'habituelle réunion au siège du parti, quelques "barons" libéraux se sont émus publiquement de cette situation surréaliste. Pierre-Yves Jeholet pour la Wallonie, Vincent De Wolf pour l'échelon régional bruxellois, entre autres. *"A Bruxelles, le gouvernement actuel est en train de faire passer avant l'été tous les dossiers portés par les socialistes. Ce n'est pas normal"*, constate un MR.

Attention, au CDH, l'inquiétude est également présente. Les humanistes se sont rangés derrière leur président lorsque ce dernier a tranché le lien qui unissait son parti au PS depuis de nombreuses années. Mais la lenteur des palabres n'est pas de bon augure et quelques CDH craignent de voir le pari audacieux de Benoît Lutgen finir par un statu quo, par un échec politique. En particulier à Bruxelles, où la situation est plus complexe qu'en Wallonie. Le CDH et le MR ont besoin du parti d'Olivier Maingain pour remplacer l'actuelle majorité PS-CDH-Défi. Benoît Lutgen va tenter de revoir le président des amarantes cette semaine pour commencer à parler vraiment des dossiers concrets. Le ton d'Olivier Maingain s'était légèrement adouci mais ses réticences constituent toujours le principal obstacle à un retournement d'alliance.

"Ça passe ou ça casse"

Cette semaine, on devrait donc être fixé. Depuis ce week-end, le PS a validé le décumul des rémunérations et non le décumul intégral des mandats demandé par Ecolo. Les socialistes se sont en quelque sorte grillés vis-à-vis des verts pour trouver une alternative au départ annoncé du CDH à Bruxelles. Le jeu est clarifié. En Wallonie, le duo MR/CDH pourrait se mettre en place d'ores et déjà s'il ne fallait attendre les résultats des négociations à Bruxelles. La future coalition au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles dépend du résultat de ces négociations régionales en parallèle. *"Cette semaine, ça passe ou ça casse"*, confie un libéral.

F.C.

Défi ne change pas de ligne et se prononce sur le décumul

Le bureau du parti Défi, réuni comme tous les lundis, n'a pas donné lieu à un changement de cap quant à la crise politique qui secoue le monde francophone, précise-t-on chez Olivier Maingain. Les amarantes sont toujours sur la même longueur d'ondes qu'Ecolo: il n'est pas question d'entamer quoi que ce soit qui ressemble à une négociation avant qu'un accord ne survienne sur une révolution éthique. Les verts ont d'ailleurs également rappelé leurs exigences à cet égard. "C'est le *statu quo*", assure Défi. Deux semaines après son spectaculaire coup politique, Benoît Lutgen, président du CDH, n'est donc pas encore parvenu à faire plier Olivier Maingain, toujours en coalition avec le PS en Région bruxelloise mais toujours soucieux de se placer à équidistance entre PS et MR.

Lundi soir, Olivier Maingain convoquait le conseil général de son parti pour lui soumettre une série de nouvelles règles de gouvernance que le parti entend mettre sur la table: 38 mesures sont annoncées, dont l'intégration des rémunérations privées dans le plafond appliqué aux mandataires. Les amarantes se prononcent également sur le décumul des mandats. Député ou bourgmestre/échevin, il faudra choisir, a déjà annoncé le président Maingain dans les médias. Mais son parti n'est pas forcément uni sur la question.

M. Co.